

# Dr Rachel Bocher (INPH) : sur l'hôpital, « on ne pourra pas se contenter de bricolage »

PAR MARTIN DUMAS PRIMBAULT -

Le Dr Rachel Bocher, présidente de l'Intersyndicat national des praticiens hospitaliers (INPH) est reçue ce vendredi par Agnès Buzyn. L'occasion de détailler ses propositions pour revaloriser l'exercice médical à l'hôpital. Entretien en forme de mise en garde.

## LE QUOTIDIEN : L'INPH appelle-t-il à la grève pour le 14 novembre ?

Dr RACHEL BOCHER : Nous soutenons le mouvement de contestation mais nous n'appelons pas à la grève. Nos adhérents sont libres d'aller participer à des manifestations s'ils le souhaitent, ils ont carte blanche. Nous souhaitons ainsi montrer que la colère est légitime mais qu'aujourd'hui nous voulons surtout une réponse de la part des pouvoirs publics.



Crédit photo : S. Toubon

Nous sommes reçus aujourd'hui en bilatérale par Agnès Buzyn dans le cadre du Pacte de refondation des urgences. À l'issue, nous rendrons compte à notre base qui prendra la décision d'une participation plus active au mouvement. Tout reste à écrire avec les pouvoirs publics.

## Dans quel état d'esprit êtes-vous vis-à-vis du ministère de la Santé ?

Cela fait deux ans que nous attendons ce rendez-vous. L'humeur est moyenne voire mauvaise. Car les rapports ne sont pas bons et je ne suis pas la seule à le penser. Mais nous sommes un syndicat et notre mission est claire : il faut agir, agir et agir. Agir pour améliorer les carrières, agir pour rendre l'exercice plus serein au sein des hôpitaux et agir pour remédialiser l'organisation.

Compte tenu de la situation hospitalière, qui est dramatiquement tendue avec des mouvements spontanés ici ou là, il nous semble indispensable de nous rendre devant Agnès Buzyn pour écouter ses propositions et exprimer les nôtres. Il n'est jamais trop tard pour que la ministre s'engage dans un processus de négociation en direct et sur un vrai travail de fond ! Je le dis : il n'y aura pas de réforme Ma Santé 2022 sans les praticiens hospitaliers, quel que soit leur statut.

## Quelles propositions allez-vous faire à Agnès Buzyn ?

Nous agissons selon la règle des trois « R » : revalorisation intellectuelle et financière des praticiens, remédialisation de la gouvernance et responsabilisation du corps médical. Tout cela permettra d'avoir une revitalisation du tissu hospitalier.

Cela se décline concrètement par la réduction à cinq échelons de la grille des salaires avec un début de carrière à 4 000 euros et une revalorisation de l'indemnité d'exercice public exclusif pour tous. Par ailleurs, il faut reconnaître financièrement l'engagement des PH par la création de valence de gestion, d'enseignement et de recherche. Il faut aussi interdire aux hôpitaux de valoriser l'intérim médical à un niveau supérieur au premier échelon de praticien hospitalier.

Sur la gouvernance, il faut restaurer la notion d'équipe médico-soignante et replacer le service au centre en donnant au chef de service les moyens administratifs et matériels de ses missions. Il faut aussi investir la CME en matière de stratégie, de gestion, de qualité de soins, de progrès médical et surtout dans la définition de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses.

Ce sont des revendications de longue date mais dont l'acuité est devenue majeure compte tenu de la crise démographique à l'hôpital.

## Qu'attendez-vous du « plan de soutien » pour l'hôpital promis par Agnès Buzyn ?

Soyons clairs, il faut sortir de la logique du « tout T2A » qui pénalise certaines spécialités. Il faut ajuster le financement aux missions et envisager une vision pluriannuelle. Mais on n'y arrivera pas sans un ONDAM à 3,1 %. Sans faire de l'hospitalocentrisme, je pense qu'il faut redonner à l'hôpital la place qu'il mérite, c'est-à-dire le cœur battant de notre système de santé.

On ne pourra pas se contenter de bricolage avec quelques centaines de millions par-ci ou par-là. On l'a vu l'année dernière avec la crise des gilets jaunes où plusieurs milliards d'euros ont été dégagés. Je crois qu'on en est là avec l'hôpital public aujourd'hui. Il faut dégager des sommes d'argent conséquentes – de l'ordre de plusieurs milliards. On est à un moment de mutation importante qui nécessite un plan de transformation à la hauteur. Je voudrais citer Antoine de Saint-Exupéry : « L'avenir, nous n'avons pas à le prévoir mais à le permettre ».